

Comité pour la Station M

A Paris, le 24 septembre 2018

Objet : Synthèse de la journée du 19 septembre et des recommandations du comité

A la demande du Président de la République, le Comité pour la Station M s'est réuni le 19 septembre 2018 à l'Ecole des Mines de Paris, afin de préfigurer une nouvelle organisation chargée de structurer la gouvernance de la Méditerranée autour d'acteurs multiples, issus non seulement des milieux institutionnels et étatiques, mais également du monde de l'entreprise, des organisations non-gouvernementales et des métropoles du pourtour méditerranéen. Face aux limites de l'approche interétatique, il a semblé nécessaire d'inclure tous les acteurs détenteurs de leviers d'action dans l'espace méditerranéen.

Les échanges particulièrement fructueux ont permis de faire émerger nombre d'idées ; nous avons cherché à concilier au mieux les points de vue divergents qui se sont exprimés, tout en gardant en mémoire les objectifs ambitieux fixés par le Président de la République, qui nous interdisaient la recherche d'un « consensus mou » sans ambition suffisante.

Le Comité est finalement parvenu à une entente aussi large que possible sur les recommandations suivantes, qui forment une préfiguration de la Station M :

- La Station M sera un incubateur et un accélérateur de startups et projets de développement méditerranéen, qui a pour objectif de promouvoir à la fois la recherche scientifique, le développement économique local et régional, et le développement durable dans le cadre des Objectifs de l'Agenda 2030
- Ses objectifs principaux sont la promotion de la recherche et de la coopération scientifique, l'investissement dans les nouvelles technologies maritimes et la réduction des déséquilibres sociaux, sécuritaires et environnementaux au niveau européen
- Pour cela, la Station M s'appuiera sur deux plateformes complémentaires : tout d'abord un Institut de Recherche pour la Méditerranée (IRM), visant à mettre en commun les avancées scientifiques à destination des projets incubés dans la Station et à développer une coopération universitaire scientifique, par le biais d'une Edtech créée à cette fin. Un consensus a été trouvé concernant la recherche et l'expérimentation pour deux technologies spécifiques que sont la géo-ingénierie et les villes flottantes. La deuxième plateforme est une interface de financement pour la Méditerranée (IFM), chargée de faciliter l'accès des porteurs de projet à différents types d'investisseurs, sous un certain contrôle politique des métropoles méditerranéennes. Parmi ces investisseurs, plusieurs grands groupes industriels ont choisi de s'unir au sein d'un Fonds Economique pour la Méditerranée (FEM), opéré de manière indépendante.
- Enfin, des projets spécifiques ont déjà émis la volonté de rejoindre le cadre de la future Station M : il s'agit notamment de projets liés aux énergies maritimes durables, à la préservation des milieux marins, ou encore à la sécurité dans la zone méditerranéenne (on peut à ce titre se féliciter du partenariat conclu entre l'Etat-major de la Marine et plusieurs startups concernant la collecte de données maritimes).

Ces actions résolument ambitieuses et nécessaires au vu de la gravité de la situation actuelle nécessiteront dans les prochaines années un volontarisme de tous les acteurs. Le Comité se tient à la disposition du Président de la République pour engager les actions qu'il souhaiterait mener à la suite de ces recommandations.

Le Président du Comité